

Dans l'industrie, les syndicats face à la montée de l'extrême droite

Longtemps limitée aux Länder de l'Est, l'idéologie progresse à l'Ouest

BERLIN - correspondance

Avant de commencer la conférence, lundi 15 janvier, Michael Vassiliadis, le président du syndicat IG Bergbau, Chemie, Energie (IG BCE), le grand syndicat de l'industrie lourde allemande (chimie, énergie, mines), a tenu à raconter l'histoire des lieux. «Le bâtiment où nous nous trouvons, dans la Inselstrasse, à Berlin, était le siège historique du syndicat Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund. Le 2 mai 1933, les nazis ont envahi le syndicat et son président a été enlevé et déporté, a-t-il rap-

«IL Y A TOUJOURS EU, PARMI NOS MEMBRES, UNE SYMPATHIE POUR CES IDÉES, D'ENVIRON 10 %. CE TAUX EST PASSÉ À 27 %»

MICHAEL VASSILIADIS
président du syndicat IG BCE

mande, de leur positionnement en amont de la chaîne de production et de leur haut degré d'organisation syndicale. Or, ce sont les secteurs qui ont payé le plus lourd tribut à la hausse des prix de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. De nombreuses installations chimiques, devenues non rentables, ont fermé. Et la menace de délocalisation vers la Chine ou les États-Unis est devenue permanente.

Parmi les salariés, la crainte sur la sécurité des emplois s'est doublée ces derniers mois d'une perte de pouvoir d'achat réel, en raison de l'inflation. «Les succès des négociations salariales d'une décennie ont été complètement effacés», a résumé M. Vassiliadis. Selon un sondage interne réalisé par le syndicat auprès de 3300 membres et présenté lundi 15 janvier, 78 % des personnes interrogées sont pessimistes ou très pessimistes sur les perspectives de l'Allemagne en 2024 et 59 % le sont quant à leur propre avenir. Plus de la moitié (55 %) estime que leur situation personnelle s'est dégradée.

«Le jeu du radicalisme»

Ces spécialités traditionnelles du «made in Germany», qui ne représentent plus que 4 % de la création de richesse nationale, demeurent un baromètre sensible de l'ambiance du pays. Elles jouissent d'une importance symbolique forte, en raison de leur rôle dans l'histoire industrielle alle-

mande, de leur positionnement en amont de la chaîne de production et de leur haut degré d'organisation syndicale. Or, ce sont les secteurs qui ont payé le plus lourd tribut à la hausse des prix de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. De nombreuses installations chimiques, devenues non rentables, ont fermé. Et la menace de délocalisation vers la Chine ou les États-Unis est devenue permanente.

mande, de leur positionnement en amont de la chaîne de production et de leur haut degré d'organisation syndicale. Or, ce sont les secteurs qui ont payé le plus lourd tribut à la hausse des prix de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. De nombreuses installations chimiques, devenues non rentables, ont fermé. Et la menace de délocalisation vers la Chine ou les États-Unis est devenue permanente.

Manque d'opposants efficaces

Cette réalité semble avoir vécu depuis quelques mois, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) pointé à plus de 20 % dans les élections, y compris dans les Länder de l'Ouest où le chômage est très faible. Cette poussée se retrouve aussi dans les sondages internes menés par le syndicat IG BCE. «Nous avons toujours eu, parmi nos membres, une sympathie forte pour les idées d'extrême droite, d'environ 10 %. En quelques mois, ce taux est passé à 27 %. Ce n'est plus un thème limité aux Länder de l'Est», a reconnu M. Vassiliadis.

Pour lui, la réforme sur la décarbonation des systèmes de chauffage individuels, qui a déchiré le gouvernement d'Olaf Scholz au printemps 2023, a servi de déclencheur. Les conflits permanents à l'intérieur de la coalition portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle, estime-t-il. L'offre politique aussi: ni le parti de

gauche Die Linke, en pleine déliquescence, ni l'Union chrétienne-démocrate ne parviennent à endosser un rôle d'opposant efficace auprès des ouvriers. «Nous devons prendre le problème au sérieux», a ajouté M. Vassiliadis, dont le syndicat, traditionnellement proche du Parti social-démocrate, défend une position d'ouverture et de rejet du racisme, mais aussi de soutien à la transition écologique de l'industrie.

Pour Klaus Dörre, sociologue du travail à l'université d'Iéna (Thuringe), la montée de l'extrême droite dans les régions industrialisées de l'Ouest n'a rien de surprenant. «De vieux problèmes ont longtemps été ignorés par l'opinion publique allemande. Le fait, par exemple, qu'à l'intérieur des grands groupes, dans la chimie comme dans l'automobile, les sites de production soient en permanence en concurrence les uns contre les autres par l'employeur, afin d'obtenir des concessions sur les salaires, explique-t-il. Ensuite, le produit lui-même est de plus en plus mis sous pression, sous l'effet de la transformation écologique. Dans la chimie ou l'automobile, vous étiez jusqu'ici le héros de la nation. Tout à coup vous devenez le pollueur, l'idiot.»

Pour le sociologue, c'est ce qui explique que beaucoup de salariés de l'industrie sont de plus en plus critiques vis-à-vis de la mobilité électrique et de la décarbonation. «Quand l'AFD dit: "Stop aux mensonges sur le climat!", ils exploitent en réalité la nostalgie de la situation antérieure. Cela trouve effectivement un terrain fertile non seulement à l'Est, mais aussi à l'Ouest, dans une partie de la classe ouvrière. Le rejet de l'étranger est en réalité le cri d'une population qui se sent injustement traitée.»

CÉCILE BOUTELET

L'Allemagne perd du terrain par rapport aux grandes économies mondiales

En récession en 2023, la première puissance européenne n'a crû que de 0,7 % depuis 2019, courrant le risque d'un décrochage, au moment où elle doit accélérer sa transformation

BERLIN - correspondance

Moteur de l'économie européenne dans les années 2010, l'Allemagne est désormais en proie à une inquiétante anémie. En 2023, son produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 0,3 %, a annoncé l'Office fédéral des statistiques (Destatis), lundi 15 janvier, lors d'une conférence de presse.

Si le repli peut sembler léger, la première économie de la zone euro est en réalité menacée de décrochage. En effet, elle affiche une performance bien inférieure à celle des grandes puissances. Depuis 2019, son PIB n'a progressé que de 0,7 %, contre 4 % pour l'Union européenne, 7,5 % pour les États-Unis et 20,1 % pour la Chine, a relevé Destatis.

«Le développement général de l'économie allemande s'est enlisé dans un environnement toujours marqué par les crises», a déclaré Ruth Brand, présidente de l'office. L'Allemagne, portée jusqu'ici par son industrie et les exportations, souffre d'un cocktail d'effets délétères. Malgré une baisse récente, les prix élevés dans tous les sec-

teurs, notamment dans l'énergie, ont freiné la conjoncture. A cela s'est ajoutée la dégradation des conditions de financement liée aux taux d'intérêt élevés. Le ralentissement de la demande, aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, a fait le reste.

Le recul le plus impressionnant concerne l'industrie, qui assure environ un quart de la création de richesse outre-Rhin. Hors construction, la production de produits manufacturés s'est repliée de 2 % en 2023, principalement en raison de la faible production énergétique et de la contraction des industries très consommatrices d'énergie pour la deuxième année d'affilée.

Le reflux des prix de l'énergie n'a pas permis à ces spécialités, essentiellement la chimie et la sidérurgie, de compenser les pertes encaissées depuis début 2022. Leur production reste inférieure de presque 20 % par rapport à leur niveau de 2021, laissant augurer des pertes d'emplois durables sur ces secteurs traditionnels du «made in Germany».

Le repli de la consommation des ménages (-0,8 % sur un an et

-1,5 % depuis 2019) est tout aussi marquant. L'inflation élevée, de 5,9 % en moyenne sur l'année 2023, est le principal responsable de cette baisse, sans doute renforcée par le manque de confiance en l'avenir, en dépit de la faiblesse du chômage. Cependant, l'IdT allemand aussi a réduit la voilure: Destatis observe que, pour la première fois en l'espace de vingt ans, les dépenses publiques ont diminué de 1,7 % en 2023, du fait de l'arrêt des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19.

«Frein à l'endettement»

Ces économies permettent à l'Allemagne d'afficher en 2023 un déficit public de seulement 2 %, ce qui est nettement en deçà des 3 % exigés par le pacte de stabilité et de croissance. De quoi alimenter la controverse sur le dispositif constitutionnel du frein à l'endettement, qui limite le déficit structurel annuel à 0,35 % du PIB, accusé par beaucoup d'économistes d'étouffer la reprise. Lundi, le chef du syndicat industriel IG BCE, Michael Vassiliadis, a ainsi fustigé le «fétiche du frein à l'endettement et

du triple A», et appelé à un sursaut en faveur des investissements d'avenir. «Sinon, l'Allemagne et l'Europe risquent de décrocher dans la course à la transformation», a-t-il remarqué.

Lundi, plusieurs économistes jugeaient également cette léthargie allemande préoccupante. «L'économie ne croît plus et les investissements d'avenir diminuent. Il en résulte des conflits comme ceux que nous vivons actuellement», a déploré Ulrich Kater, chef économiste à la banque DekaBank, en référence aux grèves de la Deutsche Bahn et aux protestations des agriculteurs ces dernières semaines.

Rien ne laisse entrevoir pour l'instant un rebond dans les mois à venir, a noté le ministère de l'économie, lundi matin. «Le PIB allemand fait du sur-place depuis l'automne 2023. C'est rare. Cela rappelle les années de stagnation après l'écroulement de la bulle Internet, en 2000», a, de son côté, réagi Jörg Krämer, économiste en chef chez Commerzbank, qui reste pessimiste: il table sur une récession de 0,3 % en 2024. ■

C.B.T.

Le forum de Davos, une affaire très rentable pour la Suisse

La station accueille jusqu'au 19 janvier les élites du monde de l'économie. L'occasion de fructueux échanges informels pour le pays

GENÈVE - correspondance

Isolée, la Suisse? Comme chaque année à la mi-janvier, la presse helvétique dresse avec application et gourmandise la liste des prestigieuses «élites» attendues au rassemblement du World Economic Forum (WEF), qui brasse les grands patrons et les dirigeants politiques du monde entier dans un Palais des congrès à l'architecture brutaliste, sous haute protection policière et militaire.

Depuis mardi 16 janvier, sont ainsi présents dans la station du canton alpin des Grisons (sud-est), dans le désordre: Sam Altman, de ChatGPT, Emmanuel Macron, Bill Gates, le premier ministre chinois, Li Qiang, ou encore le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, fera une apparition physique (et non en visioconférence, comme les deux années précédentes) remarquée, sauf s'il annule au dernier moment, pour «cause de guerre dans ce pays», comme l'ont précisé en conférence de presse les responsables du WEF, qui n'aiment jamais tant que claironner le casting de leurs têtes d'affiche.

Preuve de l'importance que Berne attache à l'événement, six des sept conseillers fédéraux suisses seront présents. Davos est l'occasion pour la Confédération helvétique de se placer pour quelques jours au centre d'un jeu mondial de plus en plus tendu dans lequel sa neutralité lui complique la tâche. Les ministres suisses en profiteront aussi pour renouer le contact avec la Commission européenne qui est rompue depuis 2021. La présidente de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen, est annoncée à Davos, tout comme le commissaire européen Maros Sefcovic, chargé du difficile dossier helvétique à Bruxelles.

Une entreprise qui marche

Au total, 2 800 dirigeants et hommes d'affaires de 120 pays vont faire place à l'assemblée, dont plus de 60 chefs d'Etat. Ils côtoieront une pléthore de patrons des plus grandes multinationales de la planète, qui paient fort cher leur ticket d'entrée (jusqu'à 600 000 euros pour les «partenaires stratégiques») pour faire partie de ce cercle de réseautage mondial, que d'aucuns, dans les milieux complotistes, imaginent depuis des années être l'un des postes de pilotage de la mondialisation libérale.

Alors que, selon le quotidien de Zurich *Neue Zürcher Zeitung*, d'obédience libérale lui-même, «Davos est au contraire de plus en plus un rituel vide de sens, une sorte d'émission de variétés», où des ministres des affaires étrangères frayent avec des people étrangers aux affaires du monde. Il y a quelques années, Bono, de groupe pop irlandais U2, s'était taillé un joli petit succès, tout comme, avant lui, l'actrice américaine Angelina Jolie. Moquéees,

Le poids politique du World Economic Forum reste très faible: ce n'est ni un G7 ni un Conseil européen

«Davos est de plus en plus un rituel vide de sens, une sorte d'émission de variétés», selon le quotidien de Zurich «Neue Zürcher Zeitung»

les deux performances n'ont pas été reconduites.

Plus prosaïquement, le World Economic Forum est d'abord une entreprise qui marche. Sous la présidence du professeur d'économie Klaus Schwab, il est développé au point de passer pour un rendez-vous incontournable des puissants de la planète, une sorte de directoire qui ne dirait pas son nom. Or son poids politique reste très faible: ce n'est ni un G7 ni un Conseil européen.

«Soyons honnêtes. L'endroit est agréable et les échanges informels sont très fructueux pour tout le monde, mais il ne se passe jamais rien d'important à Davos sur le plan politique, dit un industriel helvétique qui y a ses habitudes. En clair, les vedettes politiques de passage servent à ramener les participants payants.» Le président français, Emmanuel Macron, était attendu mardi 16 janvier pour défendre le climat favorable aux investissements étrangers actuellement en France.

«Restaurer la confiance»

Malgré les réserves sur la pertinence politique du forum, il aura cette année en toile de fond les guerres en Ukraine et à Gaza. «ce qui pourrait lui donner plus d'importance que d'habitude», voulait croire mardi 9 janvier le quotidien suisse *Tages-Anzeiger*, rappelant que le titre de travail du WEF 2024 est «Restaurer la confiance».

Comme chaque année aussi, l'ONG britannique Oxfam ne ratera pas l'occasion de souligner les incohérences d'une réunion qui prétend vouloir causer les plaies de la planète. En janvier 2023, elle avait publié son rapport, «La Loi du plus riche», dans lequel elle soulignait que les 1 % les plus riches ont accaparé les deux tiers des 42 000 milliards de dollars (38 300 milliards d'euros) de nouvelles richesses créées depuis 2020, près de deux fois plus que les 99 % restants.

De son côté, Greenpeace s'était intéressé à l'impact carbone des plus de 1 000 jets privés qui avaient transité par la Suisse pendant la durée du forum, au cours duquel le «défi climatique» est souvent mentionné comme une menace pour la croissance. Résultat? Des émissions de CO multipliées par quatre la semaine du sommet. L'équivalent de 350 000 voitures. Pire, 53 % étaient des vols courts de moins de 750 kilomètres, 38 % des vols ultracourts de moins de 500 kilomètres. Le plus court vol recensé était de 21 kilomètres.

Arrivés à Zurich, les participants empruntent ensuite souvent un hélicoptère pour rejoindre la station des Grisons. Une simple recherche sur le site de la compagnie ferroviaire nationale helvétique CFF permet pourtant de constater qu'il ne faut que 2h37 entre l'aéroport international de Zurich et la gare de Davos. ■

SERGE ENDERLIN